

CODE

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET
DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES



OECD

ORGANISATION FOR ECONOMIC
CO-OPERATION AND DEVELOPMENT

DES PERSPECTIVES DES COMMUNICATIONS 1999 RADIODIFFUSION

Pays: France

Rempli le: 24 juillet 1998

Le questionnaire ci-joint a été utilisé afin de préparer les *Perspectives des communications* de l'OCDE, une publication qui paraît tous les deux ans. Les réponses fournies par les pays concernant la réglementation de la radiodiffusion ont servi à ajouter des informations permettant d'étayer les sections analytiques associées aux données. Un questionnaire similaire, qui fournit des informations sur la réglementation des télécommunications, est également disponible. Dans certain cas, des données sur des entreprises spécifiques, utilisées pour établir les chiffres globaux pour la zone OCDE, ne sont pas diffusées, sur la demande du répondant. Pour de plus amples informations, y compris des données, voir *Les Perspectives des communications 1999* de l'OCDE et <http://www.oecd.org/dsti/sti/it/index.htm>

Situation du marché de la radiodiffusion (Questions 1- 3)

1. Veuillez fournir des précisions sur l'offre d'infrastructures de radiodiffusion et de télévision par câble dans votre pays.

Fourniture d'infrastructure pour les services suivants	Nombre d'opérateurs avec licence (1998)	Nombre d'entreprises privées ¹	Nombre d'entreprises de service public ²
TV terrestre (Couverture nationale ³)	7	3	4
TV terrestre (Couverture locale ⁴ seulement)	16	15	1
Radio terrestre (Couverture nationale)	20	15	5
Radio terrestre (Couverture locale seulement)	1248	1200	48
Service de télévision par câble ⁵	91	86	5
Service de radiodiffusion directe par satellite (RDS) analogique	*	*	*
Service de RDS numérique	*	*	*

¹ Entreprises du secteur privé détenant une ou plusieurs licences pour la fourniture de services.

² Entreprises et établissements appartenant à l'Etat qui détiennent une ou plusieurs licences pour la fourniture de services.

³ Groupe de stations de télévision ou de radio qui diffusent pour l'essentiel la même programmation et qui détiennent une licence régionale ou nationale, mais assurent collectivement une couverture nationale. Les sociétés affiliées au réseau de radiodiffusion à couverture nationale sont comprises dans cette catégorie. Si de nouveaux opérateurs ont obtenu une licence de couverture nationale au cours des trois dernières années mais en sont au stade du déploiement de leurs réseaux, veuillez les comptabiliser dans le total.

⁴ Un service à couverture locale est défini comme étant un service assuré par un groupe de stations de télévision ou de radio détenant une licence nationale ou régionale mais qui ne diffusent leurs programmes qu'au plan local. Si de nouveaux opérateurs ont obtenu une licence de couverture locale au cours des trois dernières années mais en sont au stade du déploiement de leurs réseaux, veuillez les comptabiliser dans le total.

⁵ Veuillez indiquer si une ou plusieurs organisations ont le droit de posséder et exploiter des infrastructures de télévision par câble dans la même zone.

2. Veuillez donner des précisions sur les grandes entreprises privées et publiques de télédiffusion terrestre dans votre pays. Cette catégorie englobe les entreprises privées et d'Etat qui fournissent des services de radiodiffusion couvrant l'ensemble du pays.

Noms des entreprises de télédiffusion terrestre privées/publiques	Statut de l'entreprise (1998) (p.ex. dirigée par l'Etat/à capitaux publics/à capitaux privés)	Possèdent-elles leurs propres infrastructures de transmission? Dans la négative, veuillez donner le nom de l'entreprise qui leur fournit ces infrastructures.
TF1	Privé	TDF - Société anonyme filiale 100% France Telecom
France 2	Public	TDF
France 3	Public	TDF
Canal +	Privé	TDF
M6	Privé	TDF
La Sept/Arte	Privé (chaîne franco-allemande)	TDF
La Cinquième	Public	TDF
Radio France	Public	TDF
NRJ	Privé	TDF
RTL	Privé	TDF

3. Quel était le prix de l'abonnement au câble pour un abonné habitant la plus grande ville de votre pays au 1er janvier 1998? Le service de base correspond à l'option la moins coûteuse pour l'abonné et le service optionnel à celle la plus coûteuse. (monnaie locale, à prix courants)

Services de TV par câble	Service de base			Service optionnel	
	Raccordement	Abonnement mensuel	Nombre de canaux du câble compris dans le service de base (à l'exclusion des services gratuits)	Abonnement mensuel	Nombre de canaux du câble compris dans le service optionnel (à l'exclusion des services gratuits)
(Veuillez indiquer le nom de l'opérateur)	FF 700	FF 120	de 16 à 23	FF 200	70
(Moyenne nationale, si le chiffre est disponible)					

Cadre de réglementation de la radiodiffusion (Questions 4 - 9)

4. Quelle est l'organisme chargé d'administrer les services suivants (transport et contenu) dans votre pays et quelles sont ses attributions principales ? Veuillez mentionner les organismes chargés de l'allocation et de la gestion du spectre et de la délivrance des licences.

Le ministre chargé de la Communication (qui dispose du SJTIC) conçoit les textes applicables à l'audiovisuel. Le CSA veille au respect de ces textes. Le CSA et l'ART assignent respectivement les fréquences audiovisuelles et télécoms, sachant qu'on peut faire de l'audiovisuel sur des fréquences télécoms et réciproquement.

5. Veuillez décrire les principales évolutions récentes qui influent sur l'offre de services de radiodiffusion, de même que tous les éventuels projets de textes législatifs ou réglementaires qui doivent entrer en vigueur en 1998.

La principale évolution récente a été l'émergence de deux bouquets satellitaires, fin 96 - début 97. Un projet de loi modifiant l'actuelle loi du 30 septembre 1985 est en cours d'élaboration.

6. Comment la radiodiffusion est-elle définie dans le cadre réglementaire de votre pays ? De plus, veuillez indiquer les obligations de service public stipulées dans les réglementations relatives à la radiodiffusion.

Définition de la radiodiffusion:

La communication audiovisuelle est définie comme la transmission de messages, sons, images de toute nature transmis par voie de télécommunications et n'ayant pas le caractère d'une correspondance privée (article 2 loi 86).

Obligations de service public:

Les obligations de service public figurent principalement dans les cahiers des charges des chaînes publiques, offre diversifiée de programmes dans les domaines de l'information, de la culture, de la connaissance, et du divertissement, contribution au respect des valeurs démocratiques, de la diversité culturelle, de la francophonie, diffusion de certains types de programmes, couverture du territoire.

7. **Existe-t-il des règles d'obligation de diffusion? Par exemple, les opérateurs de réseaux câblés ou de satellites sont-ils tenus d'après la réglementation de fournir des capacités pour certains services? Dans l'affirmative, veuillez en expliquer les raisons.**

La loi de 86 permet au CSA d'imposer aux exploitants de réseaux câblés la reprise de chaînes hertziennes terrestres "normalement reçues dans la zone (article 34). Il le fait systématiquement. Cette obligation s'explique par le fait qu'en général, le raccordement au câble se substitue au raccordement hertzien. Il importe donc que les abonnés puissent recevoir l'ensemble des chaînes sur la câble. Les opérateurs de bouquets satellites n'ont aucune obligation de cette nature actuellement. Le projet de loi en cours devrait favoriser la reprise des chaînes publiques sur les différents bouquets satellitaires.

8. **Les radiodiffuseurs et câblo-opérateurs sont-ils soumis dans votre pays à des obligations de contenu local, qui imposent la diffusion d'une certaine proportion de contenus produits localement, l'affectation d'une certaine proportion du chiffre d'affaires au financement de productions locales ou d'autres critères ?** Oui

	Dans l'affirmative, veuillez expliciter l'obligation de contenu local et son champ d'application.
Télévision terrestre	Pour la télévision hertziennes terrestre, les radiodiffuseurs sont tenus, lors de la diffusion d'oeuvres cinématographiques et audiovisuelles, d'assurer la diffusion d'au moins 60% d'oeuvres européennes et 40% d'oeuvres d'expression originale française. Ils sont également tenus d'investir au moins 15% de leur chiffre d'affaires dans la production d'oeuvres audiovisuelles d'expression originale française et 3% dans la production d'oeuvres cinématographiques européennes, dont 2,5 % dans la production d'oeuvres cinématographiques d'expression originale française.
Télévision par câble	Les obligations de diffusion sont les mêmes pour le câble, sauf dérogation pendant les trois premières années d'activité. Les câblo-opérateurs n'ont pas d'obligations d'investissement.
RDS	Le projet de loi en cours d'élaboration unifiera les régimes applicables aux chaînes du câble et du satellite.

9. Existe-t-il des limitations sur les parts, le nombre de stations ou autres participations que peuvent détenir des entités qui investissent dans des fournisseurs de services de radiodiffusion terrestre, de télévision par câble ou de radiodiffusion par satellite dans votre pays ? Veuillez donner des explications pour chaque service séparément, si les restrictions ne sont pas les mêmes.

Des limites sont imposées dans les sociétés exploitant des chaînes de télévision par voie hertzienne terrestre et par satellite. Aucune limite de cette nature ne s'applique cependant aux chaînes de radio ou exploitant des réseaux câblés de télévision ou aux chaînes distribuées par câble. La hauteur de la limitation diffère selon le support (hertzien, terrestre ou satellite), la couverture (nationale ou locale) et le nombre de participations.

En outre, il existe des limites quant à la participation de partenaires étrangers au capital des chaînes de télévision et de radio diffusées par voie hertzienne terrestre.

1° Les télévisions hertziennes terrestres :

La loi distingue les télévisions à caractère national (desserte de plus de 6 millions d'habitants) et les télévisions autres que nationales (desserte inférieure à 6 millions). Il en est ainsi en matière de participations.

A l'origine l'article 39-I de la loi du 30 septembre 1986 imposait qu'une personne physique ou morale ne puisse détenir, directement ou indirectement, plus de 25 % du capital ou des droits de vote d'une société titulaire d'une autorisation relative à une chaîne de télévision nationale diffusée par voie hertzienne terrestre. Ce plafond a été relevé à 49 % par la loi du 1er février 1994 et s'applique à l'égard de toute "personne physique ou morale agissant seule ou de concert".

D'autres règles applicables aux télévisions nationales n'ont, par contre, pas été modifiées par la loi du 1er février 1994. Elles visent à limiter le capital détenu par une même personne au sein de plusieurs sociétés exploitant des télévisions nationales hertziennes terrestres. Il en résulte que lorsqu'une personne physique ou morale détient, directement ou indirectement, plus de 15 % du capital ou des droits de vote d'une société titulaire d'une autorisation, elle ne peut détenir, directement ou indirectement plus de 15 % dans une société exploitant une autre chaîne nationale. Dans le cas où une personne détient déjà des participations dans deux chaînes, aux conditions qui viennent d'être précisées, elle ne peut en outre détenir, directement ou indirectement, plus de 5 % du capital ou des droits de vote d'une société exploitant une autre chaîne de télévision nationale.

Il est à noter que, dans l'ensemble de ce mécanisme, des limitations n'ont pas été prévues quant au nombre de participations inférieures à 5 % détenues par une même personne dans des chaînes de télévision nationales : de plus aucune limite ne s'impose à l'égard de la détention du capital au sein d'une société dont les services de télévision qu'elle exploiterait desserviraient chacun des zones inférieures à 200 000 habitants.

2° Les télévisions diffusées par satellite :

L'article 39-II de la loi de 1986 dispose que : "une même personne physique ou morale ne peut détenir, directement ou indirectement, plus de la moitié du capital ou des droits de vote d'une société exploitant une chaîne de télévision diffusée exclusivement sur des fréquences affectés à la radiodiffusion directe par satellite".

De la même façon que pour les chaînes nationales hertziennes terrestres, des limitations sont prévues

lorsque cette personne est également actionnaire d'autres chaînes de cette nature.

Ainsi, lorsqu'elle détient plus du tiers du capital ou des droits de vote d'une chaîne, une personne ne saurait détenir, directement ou indirectement, plus de tiers du capital d'une second chaîne.

Enfin, lorsqu'une personne se trouve déjà dans cette second situation, elle ne peut détenir, directement ou indirectement, plus de 5 % ou des droits de vote d'une troisième société titulaire d'une autorisation.

Ce dispositif a été rendu applicable aux chaînes de télévision, mais également de radio, mises à la disposition directe du public par un satellite de télécommunications (loi du 29 décembre 1990).

Participations et offres croisées multimédias (Questions 10 - 14)

10. Existe-t-il des restrictions pour les entreprises de radiodiffusion terrestre qui souhaitent proposer directement des infrastructures et services de télévision par câble dans votre pays ? Inversement, existe-t-il des restrictions pour les câblo-opérateurs qui souhaitent proposer directement des services de radiodiffusion terrestre dans votre pays ?

Voir question 9.

11. Veuillez expliciter les éventuelles restrictions applicables aux câblo-opérateurs et entreprises de radiodiffusion terrestre investissant (y compris par fusion ou prise de participations au capital) dans des entreprises fournissant d'autres infrastructures et services.

L'article 41 de la loi précitée opère des limitations quant au cumul des autorisations accordées par le CSA, en procédant à des distinctions fondées, d'une part, sur les procédés de télécommunication (voie hertzienne terrestre, satellitaire et câble) et, d'autre part, sur les bassins.

12. Existe-t-il des restrictions ou limitations applicables à l'investissement étranger dans les services de radiodiffusion terrestre, la télévision par câble ou la radiodiffusion directe par satellite dans votre pays ? Veuillez expliquer pour chaque service séparément, si les restrictions ne sont pas les mêmes. Oui

En application de l'article 40 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée, les participations étrangères sont limitées à 20 % du capital uniquement pour des services de télévision ou de radio hertziennes terrestres diffusées en langue française. Ce dispositif ne s'applique pas aux ressortissants de l'Union européenne, ni aux Etats ayant signé des accords bilatéraux avec la France.

13. Existe-t-il des réglementations à l'égard des participations multimédias (p. ex. télévision hertzienne, radio, presse écrite) dans des infrastructures et services sur le même marché géographique Oui

Les articles 41 §1 et 2 de la loi du 30 septembre modifiée prévoient la limitation des concentrations multimédias à l'échelon national (article 41-1) et local ou régional (article 41-2). Pour chacun de ces domaines, la loi envisage quatre situations et ne permet la délivrance d'une nouvelle autorisation (pour un service de télévision, de radio ou de câble) que si le demandeur ne se trouve pas dans certaines conditions (notamment de détention de plusieurs supports de communications.)

14. Quelles sont les méthodes utilisées par les autorités chargées de la réglementation pour mesurer les parts sur le marché de la radiodiffusion ? Si l'indicateur est le taux d'audience, veuillez décrire la méthodologie utilisée.

Les limitations portent principalement sur la part de capital détenue. Interviennent également les notions de zone desservie et d'audience potentielle et, pour la presse écrite, la notion de diffusion. Les parts de marché ou audiences ne sont pas prises en compte.

Convergence (Questions 15 - 18)

15. **Compte tenu des dispositions réglementaires applicables aux communications dans votre pays, comment les services fournis sur Internet, que certains ont assimilés à des services de radiodiffusion (p.ex. services audio et vidéo transmis sur Internet), seraient-ils définis et considérés ?**

Soit, comme des services de communication, si ceux-ci comportent des contenus mis à la disposition du public, soit comme des services de télécommunication si ceux-ci relèvent de la correspondance privée.

16. **Un service de vidéo à la demande serait-il traité différemment, au regard de la réglementation applicable, selon le mode de transmission (par exemple, RTPC, câble ou satellite)?**

Non, ce qui importe est la nature du service (contenu mis à la disposition du public) et non son mode technique de distribution.

17. **Suivant la réglementation sur les communications en vigueur dans votre pays, comment les services d'accès conditionnel, tels ceux des services de RDS numérique, seraient-ils traités ?**

Le régime applicable à ces services d'accès conditionnel, que ceux-ci permettent l'accès à la télévision par satellite ou aux chaînes diffusées sur les autres supports, est défini par la directive 94/45 du 24 octobre 1995.

18. **Veillez indiquer les projets de services de radiodiffusion et de télévision par câble numériques.**

Télévision numérique de terre : La télévision hertzienne numérique de terre n'est pas encore déployée en France. Une réflexion est actuellement menée sur le sujet.

Radio terrestre DAB :

Nombre de licences à délivrer	Nombre escompté de nouveaux canaux	Date escomptée d'ouverture du service
La loi n° 96-299 du 10 avril 1996 relative aux expérimentations dans le domaine des technologies et services de l'information régit le cadre expérimental de déploiement du DAB (Digital Audio Broadcast). Les premières autorisations ont été délivrées en 1996, elles peuvent être données jusqu'au mois de mars 1999 pour une période de 5 ans.	1) En Ile de France, 3 blocs autorisés par le CSA comprenant chacun 5 radios, plus des services associés entre 1 et 3 par bloc. 2) 3 autres blocs dans 4 régions françaises seront autorisés par le CSA avant fin septembre 1998.	Première ouverture en décembre 1996.

Radiodiffusion directe numérique par satellite

Opérateurs	Nombre de bouquets	Nombre de chaînes par bouquet	Date d'ouverture du service
Canal satellite numérique	1	47	avril 1996
TPS	1	54	décembre 1996
ABSAT	1	18	décembre 1996

Télévision par câble numérique

Principaux opérateurs	Nombre de sites	Nombre de chaînes par plan de service	Date d'ouverture du service numérique	Nombre d'abonnés numérique
CGV : numéricâble	31	52	Depuis fin 1996	46 200
Groupe France Telecom	139	de 18 à 44	Depuis juin 1997	11600
Lyonnaise câble	25	de 68 à 80	Depuis septembre 1997	43 700